

Storie e microstorie : l'histoire sociale contemporaine en Italie (1972-1989)

In: Genèses, 3, 1991. La construction du syndicalisme. pp. 134-147.

Citer ce document / Cite this document :

Banti Alberto M., Magri Susanna. Storie e microstorie : l'histoire sociale contemporaine en Italie (1972-1989). In: Genèses, 3, 1991. La construction du syndicalisme. pp. 134-147.

doi : 10.3406/genes.1991.1052

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_3_1_1052

Storie e microstorie : l'histoire sociale contemporaine en Italie (1972-1989¹)

creative commons
BY: Persée

Alberto M. Banti



1. Ce texte est la synthèse d'une contribution présentée au colloque *La storiografia sull'Italia contemporanea. Convegno di studi in memoria di Giorgio Candeforo* organisé à Pise les 9 et 10 novembre 1989.

2. « Dove va la storiografia », *Il Mulino*, n° 306, 1986 ; Tommaso Detti, Nicola Gallerano, Tim Mason (éds), « Storia contemporanea oggi. Per una discussione », *Movimento operaio e socialista*, n° 1-2, 1987.

3. Alberto Caracciolo, « Innovazione e stagnazione nella storia sociale durante gli ultimi decenni in Italia », *Il Mulino*, n° 306, 1986, p. 615.

4. *Ibid.*, p. 603.

5. Marco Revelli, « Storia e scienze sociali : una storia senza tempo per un tempo senza storia ? », *Movimento operaio e socialista*, n° 1-2, 1987.

L'histoire sociale de l'époque contemporaine a connu en Italie un parcours assez curieux. Ce courant d'études qui trouve sa raison d'être dans la tentative d'appliquer à la recherche historique les méthodes des autres sciences sociales (sociologie, anthropologie, psychologie), est né il y a peu de temps, très en retard et avec bien plus de peine que son homologue dans le secteur de l'histoire moderne. Néanmoins, avant même son réel décollage – avant d'avoir produit les résultats auxquels peuvent être jugées ses qualités et ses limites – il a été soumis à un intense tir croisé de critiques et de récriminations. En témoignent les interventions à son propos d'historiens autorisés qu'ont publiées deux revues, *Il Mulino* et *Movimento operaio e socialista*, dans leurs numéros spéciaux récents consacrés à l'état de la recherche historique en Italie².

Ainsi, Alberto Caracciolo, qui n'est certes pas hostile à cette orientation, a jugé que l'histoire sociale italienne loin de tenir ses promesses a pris le chemin « du repli et de la créativité décroissante³ » : d'un côté le débat théorique s'est rétréci, de l'autre, les recherches n'ont guère produit de résultats convaincants et encore moins n'ont ouvert des voies méthodologiques originales. « Ce qui domine en Italie et peut-être aussi ailleurs, précisait-il, ce ne sont pas des propositions nouvelles mais un climat d'études "normales" plus amples que profondes. Disons, avec un peu de méchanceté (et d'autocritique), un climat de stagnation⁴ ».

Dans ce texte de 1986, Caracciolo parlait de l'histoire sociale en général mais avait en vue plus particulièrement le secteur moderne où des travaux de ce genre étaient depuis longtemps plus courants qu'en histoire contemporaine. L'année suivante, traitant de cette dernière, Marco Revelli exprima un jugement bien plus péremptoire : faisant référence au peu d'études alors disponibles, il nota que l'adoption de méthodes proches de celles des sciences sociales avait dénaturé le travail his-

torique en l'attaquant dans ses principes fondamentaux. A son avis, les premières études italiennes d'histoire sociale contemporaine n'avaient guère donné de fruits que malvenus : elles attestaient de la perte du sens de la diachronie et de l'engagement civil et politique que doit comporter le travail de l'historien⁵.

Se rangeant du même côté que ces deux intervenants, Ernesto Galli della Loggia et Nicola Gallerano ont à leur tour jugé l'historiographie de l'époque contemporaine en Italie : une historiographie « indifférente », selon le premier, c'est-à-dire incapable d'établir la hiérarchie claire des critères d'analyse qui oriente les études ; une historiographie accusée par le second d'avoir cessé de considérer le travail historique comme intervention éthique et politique sur le présent, et qui, par cette évolution négative même, s'est rapprochée des autres historiographies européennes. Ces appréciations concernaient d'ailleurs aussi, explicitement ou non, l'histoire sociale dans son ensemble⁶.

On peut se demander si les critiques parues dans ces deux revues ont marqué l'arrêt d'une très brève tentative pour renouveler en profondeur l'histoire contemporaine italienne ou bien si elles ont été la manifestation d'une simple crise de croissance de celle-ci. Mais précisons d'abord les questions posées. Qu'est-ce qui a valu à l'histoire sociale des jugements si pessimistes de la part d'auteurs faisant autorité et exemptes de tout préjugé défavorable ? En d'autres termes qu'est-ce qui ne marche pas dans l'histoire sociale contemporaine ? Peut-on, d'autre part, partager aujourd'hui encore ces vues pessimistes et ces dépréciations ?

Pour répondre à ces questions il faut revenir sur le passé, retrouver les raisons de l'hostilité ou de l'intérêt que l'historiographie italienne a nourri à l'égard de l'histoire sociale.

Il est certain que jusqu'au début des années 1970 l'histoire sociale conçue comme dialogue et échange avec les sciences sociales n'a

pas trouvé place dans l'histoire contemporaine italienne. Ce champ était solidement occupé par une « science historique normale » dont le « paradigme historiciste⁷ » était décliné selon les deux versions historiographiques alors dominantes : l'idéalisme et le marxisme⁸. Depuis la seconde guerre mondiale, ces deux courants se différenciaient en effet davantage par leurs objets d'étude que par leurs postulats fondamentaux. La recherche était centrée sur les élites politiques selon une conception qui amenait à privilégier l'aspect prévisionnel et rationnel du comportement de ces acteurs sociaux. Les études portaient donc sur les groupes dirigeants du nouvel Etat unitaire ou des partis de l'opposition (PSI puis PCI) et étaient dominées par une vision pan-politique de l'histoire selon laquelle l'action positive ou négative des élites est la clé de la compréhension de la structure politico-sociale de l'Italie contemporaine dans sa spécificité.

[La seule science sociale avec laquelle l'histoire contemporaine a dialogué au cours de ces années est la macro-économie, utilisée pour illustrer dans le domaine des structures économiques cet aspect prévisionnel et rationnel du comportement des élites. Ce fait éclaire également la conception politico-centrique très particulière qu'avaient du marxisme les historiens qui s'en réclamaient. En 1959 était publié *Risorgimento e capitalismo*, l'œuvre de l'historien d'inspiration libérale et de formation idéaliste Rosario Romeo qui attira l'attention des historiens italiens sur les aspects économiques de la période post-unitaire. Les historiens marxistes qui jusqu'à la fin des années 1950 s'étaient consacrés à l'histoire politique du mouvement catholique (Candeloro), de la classe dirigeante de l'Italie libérale (Alatri, Carocci), ou des origines du fascisme (Alatri), commencèrent dès lors à s'occuper plus assidûment des questions d'histoire économique, en réaction aux thèses de Romeo. Leur conception de l'histoire centrée sur le politique – qu'il s'agisse de l'objet ou de l'ontologie



6. Ernesto Galli della Loggia, « Una storiografia indifferente », *Il Mulino*, n° 306, 1986 ; Nicola Gallerano, « Fine del caso italiano ? La storia politica tra "politicità" e "scienza" », *Movimento operaio e socialista*, n° 1-2, 1987.

7. Nous utilisons à ce propos le lexique forgé par Thomas Kuhn dans *The structure of scientific revolutions*, Chicago, London, The University of Chicago Press, 1962, où se trouvent notamment les définitions de « science normale » et de « paradigme ».

8. Sur l'historiographie contemporaine italienne, cf. Leo Valiani, « La storiografia italiana sul periodo 1870-1915 », in *La storiografia italiana negli ultimi vent'anni*, vol. 2, Milano, Marzorati, 1970 ; Renzo De Felice, « La storiografia contemporaneistica italiana dopo la seconda guerra mondiale », *Storia contemporanea*, n° 1, 1979 ; Luigi Masella, *Passato e presente nel dibattito storiografico : storici marxisti e mutamenti della società italiana (1955-1970)*, Bari, De Donato, 1979 ; Daniela Coli, « Idealismo e marxismo nella storiografia italiana degli anni '50 e '60 », in Pietro Rossi (éd.), *La storiografia contemporanea. Indirizzi e problemi*, Milano, Il Saggiatore, 1987 ; Fulvio De Giorgi, *La storiografia di tendenza marxista e la storia locale in Italia nel dopoguerra*, Cronache, Milano, Vita e pensiero, 1989.

9. Sur ces questions, cf. outre les ouvrages cités à la note 8, Perry Anderson, *Il dibattito nel marxismo occidentale*, Roma-Bari, Laterza, 1977, et *Ambiguità di Gramsci*, Roma-Bari, Laterza, 1978.

10. Sur ce point, cf. Coli, « Idealismo e marxismo nella storiografia italiana degli anni '50 e '60 », où est développée une appréciation exprimée par Stuart Woolf in « La Storia d'Italia », *Italia contemporanea*, 1981. L'historiographie d'inspiration catholique s'est distinguée par son caractère très militant et l'application sans aucune originalité méthodologique de l'orientation ethico-politique à son propre objet, le mouvement catholique. Cf. sur ce point, De Felice, « La storiografia contemporaneistica italiana dopo la seconda guerra mondiale », *op. cit.*

11. D. Coli, « Idealismo e marxismo nella storiografia italiana degli anni '50 e '60 », p. 40.

12. C'est ainsi que Norberto Bobbio a expliqué l'hostilité de la culture italienne envers la sociologie politique à laquelle pourtant elle a elle-même apporté une contribution de grande valeur (Pareto, Mosca). Cf. Norberto Bobbio, *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Roma-Bari, Laterza, 1977, p. 15-26.

13. Cf. Alberto Asor Rosa, « La cultura » in *Storia d'Italia*, vol. IV, « Dall'Unità a oggi », t. 2, Torino, Einaudi, 1975, p. 1631-1632. La « Nota introduttiva » de Delio Cantimori à Max Weber, *Il lavoro intellettuale come professione*, Torino, Einaudi, 1948, est un exemple intéressant de confrontation difficile d'un historien marxiste avec un classique de la sociologie.

du travail historique – était due sans doute à l'influence du marxisme de Gramsci et de la version que celui-ci a donnée de la conception éthico-politique de l'histoire forgée par Benedetto Croce⁹].

Par ailleurs, l'adoption de ce paradigme comportait la conviction profonde de la nécessité d'un travail engagé, utilisant l'histoire pour expliquer la plus ou moins grande efficacité de certaines orientations politiques ou pour contribuer directement à leur mise en œuvre¹⁰.

Une telle perspective de recherche excluait toute éventualité de dialogue avec les sciences sociales ; elle ne suscitait guère non plus d'intérêt pour l'analyse des interactions entre l'action politique et économique et les configurations sociales particulières qui étaient objet d'étude.

L'option historiciste s'y opposait en effet. Comme l'a noté Daniela Coli, les historiens marxistes ou idéalistes qui dans les années 1950 et 1960 partageaient cette option « concevaient l'histoire comme un processus d'évolution progressive (l'idée de progrès étant pour eux encore largement valable) qui a pour fondement l'action de l'individu, son univers psychologique et singulier¹¹ ». Pareille orientation heurtait de front la vision d'un sujet social « agi », ou du moins partiellement déterminé par le contexte extérieur (la structure sociale, l'environnement économique, les traits persistants de la culture), vision généralement proposée par les sciences sociales. A cette opposition de caractère philosophique s'en ajoutait une seconde, méthodologique et plus traditionnelle, entre disciplines idiographiques et nomothétiques : pour beaucoup d'historiens formés à l'école de Croce ou influencés par ce dernier à travers Gramsci, les schèmes de généralisation propres aux sciences sociales ne proposaient que des « pseudo-concepts » privés de la substance réelle que seule l'étude des événements singuliers pouvait restituer¹². Une troisième op-

position enfin trouvait sa source dans la conception du marxisme comme système fermé et totalisant, autosuffisant au plan épistémologique, et doté par ailleurs d'un potentiel éthico-politique inconnu des sciences humaines dont la prétendue neutralité de jugement inspirait un surcroît de méfiance¹³.

Dès le début des années 1960, cependant, cet état des choses commença à bouger. Les premiers changements furent introduits par une nouvelle génération d'historiens marxistes qui, dans le domaine de l'histoire économique, jetèrent les bases d'une étude approfondie de questions d'histoire sociale. Les travaux de Renato Zangheri, Carlo Poni, Marino Berengo et Pasquale Villani sur les structures de la propriété foncière au début du XIX^e siècle, abordèrent pour la première fois la question du changement dans la stratification sociale italienne et des rythmes de formation de la bourgeoisie. Dans le même temps la revue *Studi Storici*, fondée en 1959, faisait place à des recherches qui sortaient du champ étroit de l'histoire politique.

Il aura néanmoins fallu attendre la décennie suivante pour voir s'imposer dans l'urgence la question des rapports entre histoire et sciences sociales. Deux éléments semblent pouvoir expliquer la chronologie particulière du rapprochement de l'histoire contemporaine aux sciences sociales. Le premier relève des circuits de diffusion des modèles historiographiques. L'attention croissante portée depuis les années 1960 par les chercheurs italiens aux expériences historiographiques d'autres pays les avait amenés à une confrontation serrée avec les écoles étrangères les plus affirmées et prestigieuses. Ainsi, les premiers volumes de la *Storia d'Italia*, publiés à partir de 1972 par Einaudi, ont représenté une tentative pour fondre les concepts de l'historiographie des *Annales* avec les orientations et les objets propres de l'école italienne influencée par Gramsci¹⁴. Le résultat le plus tangible de cet effort fut l'idée, exprimée dans l'œuvre, de la longue durée des

configurations de pouvoir de type nobiliaire-féodal, assez fortes pour survivre jusqu'au XX^e siècle et constituer la constante structurale la plus décisive de l'histoire italienne. En revanche, au plan méthodologique, l'œuvre restait dominée par le paradigme historiciste. Ceci est manifeste surtout dans sa partie centrale. Les volumes 2, 3, 4 se succèdent selon l'ordre chronologique traditionnel et chacun d'eux est tout aussi traditionnellement divisé en trois parties thématiques : histoire économique puis culturelle, enfin politique et sociale. La structure de cette dernière section est tout à fait significative : l'histoire sociale y faisait son apparition officielle comme objet digne de l'attention des historiens, mais elle restait sous la tutelle de l'histoire politique. La *Storia d'Italia* de Einaudi reflétait ainsi fidèlement l'état de l'historiographie italienne à cette époque. Ce d'autant plus qu'elle montrait le traitement tout à fait différent que les modernistes réservaient à l'histoire sociale. Tandis que dans le second et le troisième volume allant du Moyen Âge à l'Unité les sections d'histoire politique et sociale étaient confiées à des chercheurs spécialisés en histoire sociale (Corrado Vivanti et Stuart J. Woolf), celle du quatrième volume portant sur l'époque contemporaine était confiée à Ernesto Ragionieri, historien curieux et très fin mais préoccupé surtout d'histoire politique. L'hégémonie du politique perdurait donc en histoire contemporaine, y compris dans la *Storia d'Italia*. Mais cela ne devait pas durer. Et ce fut justement ce volume de Ragionieri qui créa l'occasion d'un intense débat accueilli en grande partie par *Quaderni storici*, prémisse de l'abandon du paradigme traditionnel.

Nous y reviendrons. Non sans avoir auparavant signalé un second facteur qui a amené à ouvrir le dialogue avec les sciences sociales. Au début des années 1970 un certain nombre de spécialistes d'histoire contemporaine constatait l'insuffisance d'une vision politico-centrique des processus historiques. L'échec

de l'expérience du gouvernement de centre-gauche, la montée des mouvements spontanés dans les milieux ouvriers et universitaires, la transformation socio-économique très rapide d'un pays qui en une décennie est passé d'une économie à dominante rurale au rang de puissance industrielle, imposaient un changement de point de vue. C'est parce qu'il semblait nécessaire de regarder ces vieux problèmes avec des yeux nouveaux que ces historiens lancèrent l'attaque décisive contre la conception historiciste jusque là dominante.



14. Cf. Gabriele Turi, « I caratteri originali della storia d'Italia », *Studi storici*, n° 2, 1973 ; le numéro spécial « Caratteri originali e prospettive di analisi : ancora sulla Storia d'Italia » de *Quaderni Storici*, n° 26, 1974.

15. Alberto Caracciolo, Pasquale Villani, « Sugli studi di storia contemporanea. Proposte per un riesame critico », *Quaderni storici*, n° 20, 1972.

16. *Ibid.* ; Pasquale Villani, « Problemi e prospettive di ricerca : la storia sociale dell'Italia contemporanea », *Quaderni storici*, n° 34, 1977 ; Paolo Macry, « Sulla storia sociale dell'Italia liberale : per una ricerca sul 'ceto di frontiera' », *Quaderni storici*, n° 35, 1977.

17. Les travaux de référence étaient par exemple : Guido Baglioni, *L'ideologia della borghesia industriale nell'Italia liberale*, Torino, Einaudi, 1974 ; Marzio Barbagli, *Disoccupazione intellettuale e sistema scolastico in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1974 ; Paolo Sylos Labini, *Saggio sulle classi sociali*, Roma-Bari, Laterza, 1975.

18. Mariuccia Salvati, « Storia sociale e storia del movimento operaio », *Quaderni storici*, n° 38, 1978 et Mariuccia Salvati (éd.), « Storia sociale e storia del movimento operaio », *Annali*, vol. IV, Roma, Fondazione Lelio e Lisli Basso-Issoco, 1982.

19. Raffaele Romanelli, « Storia politica e storia sociale dell'Italia contemporanea : problemi aperti », *Quaderni storici*, n° 34, 1977. Dans ce texte l'auteur visait surtout le marxisme.

20. Edoardo Grendi, « Del senso comune storiografico », *Quaderni storici*, n° 41, 1979 et « Paradossi della storia contemporanea », in *Dieci interventi sulla storia sociale*, Torino, Rosenberg e Sellier, 1981.

21. Eugenio Garin, « Agonia e morte dell'idealismo italiano », in *La filosofia italiana dal dopoguerra a oggi*, Roma-Bari, Laterza, 1985, p. 28-29.

La chronologie et les lieux institutionnels du débat d'alors sont assez bien connus. Celui-ci fut ouvert par un article de Alberto Caracciolo et Pasquale Villani publié en 1972 dans *Quaderni Storici*¹⁵. Dès ce moment cette revue devint un des principaux centres de révision des fondements méthodologiques de l'histoire contemporaine italienne. Dans une perspective et avec des objectifs assez différents, la Fondazione Basso grâce à ses séminaires et ses *Annali*, ainsi que la revue Movimento operaio e socialista, jouèrent également un rôle important. Les axes thématiques du débat ont été, en revanche moins bien identifiés. Je dirais pour ma part, en synthétisant, que la contestation de l'ancien paradigme a suivi deux chemins : d'un côté, elle a concerné la démarche propre au modèle historiciste, de l'autre la philosophie de l'histoire inhérente à celui-ci.

Le premier type de critique a été formulé par Caracciolo, Villani et Paolo Macry dans *Quaderni Storici*¹⁶. Ces historiens ont considéré que l'histoire politique ne pouvait suffire à l'analyse du processus de formation et d'évolution de l'Italie contemporaine ; qu'il fallait par conséquent procéder à l'étude des groupes sociaux – sous l'angle notamment de leur importance quantitative, des affiliations politiques, des rapports de domination et de conflit. Les travaux de quelques sociologues qui, au cours de ces années-là, avaient

commencé à appliquer leurs méthodes d'investigation à l'histoire de l'Italie unie, servirent de référence¹⁷.

Une deuxième vague de griefs de même ordre lancée par les historiens du mouvement ouvrier fut plus corrosive. L'insatisfaction à l'égard du vieux paradigme naissait dans ce cas de la confrontation serrée avec les résultats atteints par l'historiographie marxiste anglaise et les travaux développés dans la mouvance du Mouvement social en France, qui se réclamaient d'une histoire du mouvement ouvrier conduite non plus seulement à travers l'analyse des directions politiques et syndicales, mais aussi par celle des comportements, des configurations sociales, des sous-cultures en tant qu'éléments constitutifs des processus de formation de la classe ouvrière dans sa diversité¹⁸.

Comme les premières, dont elles étaient symétriques, ces critiques étaient une retombée des transformations politiques et culturelles en cours dans le pays depuis la fin des années 1960. En même temps qu'était posé le problème politique des rapports entre les directions des syndicats et des partis et les exigences ou les penchants politiques de leurs adhérents, naissait chez les historiens le sentiment que l'orientation de l'historiographie marxiste des années 1950 et 1960, tout comme la stratégie politique des partis ouvriers et notamment du parti communiste (la coalition de centre-gauche, le « compromis historique »), s'était élaborée en vase clos en ignorant la réalité des rapports sociaux et leurs mutations.

Cependant, il aura fallu attendre une seconde série d'interventions publiées dans *Quaderni Storici* pour voir s'ouvrir un second front critique, cette fois-ci contre la philosophie de l'histoire de l'ancien paradigme. Le texte de Raffaele Romanelli paru en 1977 est tout à fait représentatif de ces attaques. Selon cet auteur, le regard même superficiel jeté sur l'histoire italienne depuis l'unité, permet de constater le

mélange d'archaïsmes et de modernités qui la caractérise et que le paradigme historiciste, en privilégiant l'étude de la politique comme projet rationnel, était inapte à saisir¹⁹. L'ouverture à l'égard des sciences sociales n'était pas pour Romanelli une simple exigence de méthode, elle comportait le refus des présupposés philosophiques de ce paradigme. De telles positions, suivies par d'autres historiens de *Quaderni*, tel Edoardo Grendi²⁰, dépassaient les frontières étroites de la discipline reliant le débat des années 1970 sur l'histoire sociale au contexte culturel plus général de la période : à la crise du marxisme et des savoirs historicistes. Comme l'a souligné Eugenio Garin :

« la crise éclatée à la fin des années 1960, par sa force destructrice a balayé l'illusion que 1945 avait marqué le début d'un âge nouveau. [...] Après la grande illusion de 1968, pendant que se dissipent les dernières ivresses, le brillant des textes sacrés se ternit et à la place de Hegel et Marx reviennent Heidegger et Nietzsche. Le thème de la "crise" repropose l'anti-intellectualisme et nous voici en train de redécouvrir Bergson. Mais cette fois-ci sont venus prêter main forte aux philosophes, outre certains scientifiques, des historiens et des philosophes de la science qui ébranlent les vieilles certitudes et dressent le procès des visions de la Raison et de la Science issues des Lumières. Les discussions sur la "crise de la raison" s'intensifient et l'on invoque une nouvelle et plus profonde critique de la raison. Pourtant, ce qui nous apparaît comme un retour de l'idéalisme sous certains de ses aspects, est bien réellement le signe de la conclusion d'une époque et du début d'une nouvelle²¹ ».

Tel était donc le contexte culturel où, à travers le refus du canevas historiciste, prenait vie l'histoire sociale contemporaine italienne.

La voie était ainsi ouverte à de nouvelles propositions d'analyse, à l'invention d'une nouvelle façon de faire l'histoire. Le problème

qui se trouvait nécessairement posé était de savoir quelle orientation, parmi celles présentées par les sciences sociales, il convenait de retenir. L'accord des historiens s'arrêtait en effet au constat des insuffisances de l'ancien paradigme. On peut dire que le moment traversé alors en Italie était, pour utiliser les termes de Kuhn, « pré-paradigmatique » : au rejet d'un vieux schéma n'ayant désormais plus de sens, avaient succédé des propositions paradigmatiques dont la convergence n'était qu'apparente. En réalité, si l'objet était commun – la structure sociale – les inspirations et références théoriques étaient, elles, très divergentes.

Je négligerai ici les nouveaux champs thématiques apparus au cours de cette période (l'histoire urbaine, la démographie historique, l'histoire des femmes, l'histoire orale...) pour m'arrêter aux choix de méthode des différents groupes de chercheurs qui se sont consacrés à l'histoire sociale. Sous cet aspect on peut dire que trois propositions essentielles émergent du débat des années 1970.

La micro-histoire fut la première et la plus radicale des solutions adoptées. Née du travail d'historiens modernistes des *Quaderni Storici*, elle reposa d'abord sur le postulat qu'il était nécessaire de restreindre l'unité d'analyse choisie pour étudier la structure sociale, celle-ci étant conçue comme un réseau de relations construit par des sujets poursuivant des stratégies rationnelles. La paternité de cette proposition appartient sans doute à Giovanni Levi et Edoardo Grendi. Ce dernier a débuté comme historien du labourisme et du mouvement ouvrier anglais au XIX^e siècle ; c'est probablement à sa rencontre avec Thompson qu'il doit sa conception de la structure sociale comme réseau de relations entre les groupes, plutôt que comme ensemble statique de couches juxtaposées. Levi, de son côté, s'est d'abord consacré aux études démographiques ; sa connaissance rapprochée des travaux du *Cambridge Group for the History of Population and Social Structure*, ainsi que des mé-



22. Cf. notamment Edoardo Grendi, « Recensione a E.P. Thompson, Rivoluzione e classe operaia in Inghilterra », *Rivista Storica Italiana*, vol. 82, fasc. 4, 1970 ; *Le origini del movimento operaio inglese 1815-1840*, Roma-Bari, Laterza, 1973 ; « Microanalisi e storia sociale », *Quaderni storici*, n° 35, 1977 ; « Introduzione » in E. P. Thompson, *Società patrizia e cultura plebea*, Torino, Einaudi, 1981. Giovanni Levi, *Centro e periferia di uno Stato assoluto*, Torino, Rosenberg e Sellier, 1985 ; « Un problema di scala », in *Dieci interventi sulla storia sociale*, p. 75-81.

23. Cette métaphore a été inventée par Jon Elster, *Making sense of Marx*, Cambridge, Cambridge University Press/Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1985, p. 5.

24. G. Levi, « Un problema di scala », *op. cit.*, p. 76.

25. « Presentazione », *Società e Storia*, n° 1, 1978, p. 6.

26. F. De Giorgi, *La storiografia di tendenza marxista e la storia locale in Italia nel dopoguerra. Cronache*, *op. cit.*

thodes de reconstitution des familles élaborées par Henry, l'a peut-être amené à faire de la réduction de l'échelle d'analyse le présupposé sur lequel doit être fondée l'étude des phénomènes sociaux²².

Le postulat épistémologique sur lequel repose la micro-histoire est, me semble-t-il, que le travail historique doit suivre une voie inductive. Deux métaphores aident à le comprendre. Celle, tout d'abord, de la « boîte noire » : adopter le parti « micro » dans l'analyse des phénomènes sociaux, c'est ouvrir la boîte noire pour en mettre à jour les engrenages, c'est-à-dire les désirs et les convictions des sujets sociaux dans leur singularité, dont sont issus finalement les agrégats. Ainsi, les macro-phénomènes sociaux tels que les structures familiales, les groupes sociaux, les formes de pouvoir, se présenteront sous une forme moins abstraite ; c'est ainsi également, par la connaissance des processus de choix, d'action et d'interrelation des individus que l'on peut comprendre comment se forme un groupe social, savoir qui le compose et pourquoi, avec un degré de précision que l'on ne peut obtenir d'aucune autre façon²³.

Giovanni Levi a proposé une seconde métaphore, celle de l'« assassin » :

« La fragilité des mécanismes de causalité que les historiens utilisent – a écrit Lévi – tient au fait que leurs investigations sont conduites “à partir du nom de l'assassin” ; les causes deviennent dès lors objet d'opinions non vérifiables car les faits restent tels qu'ils sont, indifférents aux prémisses, aux origines, aux causes que l'on a décrites. C'est ainsi, je crois, que nous avons pu faire nôtres facilement et superficiellement les instruments des autres sciences sociales et que les concepts macrosociologiques se sont introduits dans nos explications sans rien changer : vérifier était justement impossible puisque les conséquences de chaque expérimentation étaient connues d'avance²⁴. »

Selon Levi, on doit donc se débarrasser de l'« idole des conclusions » d'un processus historique – c'est-à-dire de l'influence exercée sur nous par la connaissance du « nom de l'assassin » : c'est seulement en étudiant les faits de l'intérieur, en reconstruisant les logiques profondes de leur évolution, que l'on peut parvenir à de véritables découvertes historiographiques.

En réaction directe contre la micro-histoire, une seconde proposition a été exprimée dans la « Présentation » du premier numéro de la revue *Società e Storia* publié en 1978. On soulignait dans ces pages que la micro-histoire « comporte le risque de la fragmentation de l'analyse et finit par substituer aux grands thèmes et aux interprétations du vieux modèle historiographique une expérimentation n'ayant d'autre fin qu'elle même, s'épuisant en tentatives diverses et répétées mais toujours vaines²⁵ ». Il fallait donc entreprendre une macro-histoire capable de comprendre dans leur globalité les grands processus historiques et notamment la formation du système dominé par les « rapports de production capitalistes ». De fait, les promoteurs de la revue mettaient le doigt sur la principale aporie de l'hypothèse micro-historique : en évoquant le risque de « fragmentation de l'analyse », ils visaient surtout l'écueil de la mise en relation de la recherche en profondeur sur des contextes singuliers avec la reconstruction du cadre général de ces derniers. Les travaux développés autour de cette revue se sont précisément efforcés de réussir cette connection, ce qui leur a valu d'être classés sous l'étiquette d'« histoire micro-macro-structurelle²⁶ ».

Une troisième voie fut enfin proposée par des historiens aux positions différenciées ; elle est bien représentée par la ligne de la revue d'histoire contemporaine *Passato e Presente*. Créée en 1982 à l'initiative d'historiens de formation marxiste, celle-ci a toujours présenté des éditoriaux très « œcuméniques » où étaient déclarées à la fois l'ouverture à l'histoire so-



27. Franco Andreucci, Gabriele Turi, « Indirizzi storiografici e organizzazione della ricerca », *Passato e Presente*, n° 4, 1983 ; « La classe operaia, una storia nel ghetto », *Passato e Presente*, n° 10, 1986. À côté de ces textes d'orientation la revue a consacré beaucoup de place à l'information sur les recherches européennes et américaines d'histoire sociale, publiant des bilans d'histoire sociale par Charles Tilly, d'histoire de la famille par Louise Tilly et Miriam Cohen, des essais sur *Le Mouvement social*, *Geschichte und Gesellschaft*, *History Workshop*, etc.

28. Nicola Gallerano, « Cercatori di tartufi contro paracadutisti : tendenze recenti della storiografia sociale americana », *Passato e Presente*, n° 4, 1983, p. 184.

29. *Ibid.*, p. 196.

30. *The great transformation* de Polanyi (Boston, Beacon Press, 1967) a été publiée par Einaudi en 1974 ; toutefois les thèmes de la réflexion de l'auteur austro-hongrois avaient été introduits dans le débat historiographique italien par Edoardo Grendi en 1972 (cf. Grendi, « Introduction », in Grendi (éd.), *L'antropologia economica*, Torino, Einaudi, 1972, p. XXVII et suiv.).

31. Edoardo Grendi, *Polanyi. Dall'antropologia economica alla microanalisi storica*, Milano, Etas Libri, 1978.

32. Ce terme désigne chez l'auteur l'enchevêtrement des conditionnements économiques, sociaux et culturels qui pèsent sur l'action des sujets et des classes sociales. Cf. Edward P. Thompson, « Anthropology and the Discipline of Historical Context », *Midland History*, n° 3, 1972.

33. Cf. Giovanni Levi, « Un cavaliere, un oste e un mercante », in Levi, *Centro e periferia di uno Stato assoluto* ; Gabriella Gribaudi, *Mediatori. Antropologia del potere democristiano nel Mezzogiorno*, Torino, Rosenberg e Sellier, 1980 ; Giovanni Levi (éd.), « Villaggi : studi di antropologia storica », *Quaderni storici*, n° 46, 1981 ; Raul Merzario, *Il paese stretto. Strategie matrimoniali nella diocesi di Como, secoli XVI-XVIII*, Torino, Einaudi, 1981 ; Franco Ramella, *Terra e telai. Sistemi di parentela e manifattura nel Biellese dell'Ottocento*, Torino, Einaudi, 1984 ; Giovanni Levi, *L'eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, Torino, Einaudi, 1985 (tr. fr. : *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989) ; Maurizio Gribaudi, *Mondo operaio e mito operaio. Spazi e percorsi sociali a Torino nel primo Novecento*, Torino, Einaudi, 1987 ; Alberto M. Banti, *Terra e denaro. Una borghesia padana dell'Ottocento*, Venezia, Marsilio, 1989.

34. Bernardo Bernardi, Carlo Poni, Alessandro Triulzi (éds), « Oral history : fra antropologia e storia », *Quaderni Storici*, n° 35, 1977.

cial et l'exigence d'un usage plus systématique des méthodes des sciences sociales les plus diverses²⁷. Il apparaît pourtant, au simple vu des sommaires des huit premières années, que le camp choisi était celui d'une histoire macro-sociologique, utilisant des modèles idéal-typiques dont le bien-fondé était vérifié par des analyses quantitatives sur gros agrégats sociaux.

Ainsi, au terme du débat des premières années 1970, trois nouvelles propositions paradigmatiques au moins étaient en lice ; elles apportaient, comme nous venons de le voir, des réponses radicalement différentes à l'insatisfaction partagée par tous à l'égard de l'historiographie pan-politique de deux décennies précédentes. On avait l'impression que le clivage principal séparait « les parachutistes et les chercheurs de truffes », selon la métaphore utilisée par Lawrence Stone et reprise par Nicola Gallerano pour décrire les différents positionnements méthodologiques de l'histoire sociale américaine récente²⁸. Mais, tandis que dans le cas des États-Unis elle désignait l'opposition épistémologique entre l'explication des faits sociaux et leur interprétation²⁹, en Italie il s'agissait plutôt du désaccord entre partisans de la reconstruction de la réalité sociale à partir de l'examen des stratégies des acteurs singuliers et adeptes de la recherche sur de gros agrégats sociaux.

On peut toutefois formuler l'hypothèse que cette opposition en recouvrait une autre, lourde de conséquences pour l'histoire sociale italienne. La formation marxiste commune aux initiateurs de *Passato e Presente* et à la majorité des fondateurs de *Società e Storia*, les amena à adopter une stratégie d'abandon très lent et progressif de l'historicisme. Dans le même temps, la polémique ouverte par les historiens des *Quaderni* à l'encontre du « sens commun historiographique », de l'idée de progrès et d'autres propositions de type historiciste, semble avoir provoqué chez les historiens des deux autres revues une forte mé-

fiance vis à vis de la micro-histoire regardée comme solution typique d'une « pensée faible » et d'une phase de « crise de la raison ». Romanelli avait donc déclaré en vain, dans son article de 1977, qu'émettre des doutes à propos d'une philosophie de l'histoire n'impliquait guère de cesser de travailler pour « la reconquête d'une vérité », celle-ci ayant bien sûr toutes chances de s'avérer très différente de celle proposée par l'historicisme. Cette seconde source d'opposition ne pouvait que faire piétiner le débat et déboucher sur la stagnation.

Le pessimisme dont l'histoire sociale a été l'objet, évoqué au début de ce texte, s'explique donc en partie par le fait qu'aucun nouveau paradigme historiographique n'avait réussi à s'imposer. Mais il s'explique aussi par une autre importante particularité des nouvelles orientations issues de la crise de l'historicisme qui relève de leur rapport avec la recherche étrangère.

Les divers courants d'histoire sociale qui ont émergé en Italie entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, ont tous été fortement influencés par les expériences historiographiques étrangères. On a rappelé plus haut la dette des historiens du mouvement ouvrier et de la micro-histoire envers l'historiographie anglaise et française. On peut évoquer aussi celle de la macro-histoire de *Passato e Presente* et de *Società e Storia* à ses débuts envers la *Neue Sozialgeschichte* allemande. Il faut dire cependant que la micro-histoire se distingue sous cet aspect des autres courants pour avoir suivi moins passivement la voie, tracée à l'étranger, du dialogue et de la confrontation avec les sciences sociales et au premier chef l'anthropologie. Ainsi, ce sont ces historiens qui ont lu et discuté les premiers travaux de Karl Polanyi restés jusqu'aux années 1970 totalement inconnus des milieux scientifiques italiens³⁰. Cette rencontre avec Polanyi a débouché sur une hypothèse métho-

dologique forte qui proposait d'étudier les comportements économiques en prenant en compte le système social dans lequel ils sont inscrits afin de saisir les formes sous lesquelles les dynamiques du social conditionnent les mécanismes du marché³¹. Surtout, c'est sous l'influence croisée de Polanyi et de E. P. Thompson, théoricien de l'histoire comme science du contexte³², que le groupe des micro-historiens s'est intéressé de très près aux travaux de l'anthropologie, de certains secteurs de la sociologie et de l'économie. C'est ainsi que l'on doit à ce groupe la transposition dans la recherche historique des méthodes élaborées par l'« école de Manchester » – les travaux de ces anthropologues, tels Jeremy Boissevain, Anton Blok, Adrian Mayer, Clyde Mitchell, John Davis, Frederik Barth, ayant permis d'affiner et de traduire en méthodes précises l'intuition de Thompson selon laquelle il n'est possible d'identifier les classes sociales qu'en reconstruisant le système des relations qui les lient ou les opposent. L'input technique finalement proposé était l'appareillage d'analyse appelé *network analysis* dont le fondement conceptuel est proche de la vision des classes élaborée par Thompson ; tandis que l'output analytique était la recherche dans les divers cas historiques considérés des configurations changeantes de relations qui peuvent varier d'un contexte à l'autre, prenant la forme tantôt du conflit horizontal, tantôt du patronage vertical, ou encore de la cassure en factions, de la médiation interpersonnelle ou entre les couches sociales³³. C'est à ces historiens que l'on doit en outre la première présentation et l'application de la méthode de l'interview sur le modèle de l'observation participante, plutôt que sur celui du questionnaire sociologique, pour la reconstruction des univers culturels des sujets étudiés³⁴. Ce sont eux enfin qui ont introduit l'individualisme méthodologique, stimulés surtout, me semble-t-il, par la lecture de Frederik Barth. C'est en effet à partir de la réflexion de l'anthropologue norvégien qu'a été

élaborée l'hypothèse selon laquelle toute structure sociale est un lent processus généré par le croisement des multiples stratégies de sujets rationnels poussés par la recherche d'un profit subjectif et culturellement variable³⁵.

La valeur de ces apports conceptuels à la recherche historique peut bien sûr être discutée ; on ne pourra nier cependant que la micro-histoire a soutenu un effort d'élaboration théorique autonome et d'ouverture du dialogue avec les autres sciences sociales qui en font un cas à part dans le champ de l'histoire sociale italienne : elle représente sans doute la seule contribution vraiment innovatrice apportée par celle-ci au débat méthodologique international de ces dernières années³⁶.

Pourtant elle ne s'est pas imposée au point que son paradigme soit devenu celui de l'histoire sociale de notre pays. Pourquoi ? Quatre raisons peuvent être évoquées. La première tient à une question de tactique et de style. A l'inverse de l'histoire des *Annales* en France ou de la *Neue Sozialgeschichte* en Allemagne, la micro-histoire italienne a produit des travaux de définition et d'orientation avant de procéder à des études qui auraient apporté la démonstration des vertus analytiques de ses propositions³⁷. Si l'on ajoute à cela que les premières interventions adoptèrent un ton tranchant et le style de la sommation pour présenter une option fondée sur une philosophie violemment anti-historiciste, on comprendra la réaction de rejet parfois furieux que beaucoup d'historiens italiens ont eue à l'égard de ce courant.

En second lieu, il existe un problème de brouillage de l'image de l'objet micro-histoire. Jusqu'à la fin des années 1970, à la suite du débat paru dans *Quaderni Storici* et des premières recherches suivant l'approche micro-historique, la définition de celle-ci était claire. Le terme dérivait de « micro-analyse », utilisé à l'origine par Grendi dans le titre de l'un de ses articles d'orientation les plus importants parus dans *Quaderni Storici*. Il faisait référé-



35. Cf. Frederik Barth, *Process and form in social life. Selected essays*, vol. 1, London, Routledge and Kegan Paul, 1981 ; G. Levi, *L'eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, et pour un usage intensif et non métaphorique des concepts de l'individualisme méthodologique, M. Gribaudi, *Mondo operaio e mito operaio. Spazi e percorsi sociali a Torino nel primo Novecento* et Banti, *Terra e denaro. Una borghesia padana dell'Ottocento*.

36. Cette opinion est partagée par Nicola Gallerano, « Fine del caso italiano ? La storia politica tra "politicità" e "scienza" », *Movimento operaio e socialista*, p. 18.

37. En 1929 lorsque parurent les *Annales ESC*, Lucien Febvre avait déjà publié *Philippe II et la Franche-Comté* (1911) et Marc Bloch, *Les rois thaumaturges* (1923) ; tous les essais théoriques de Braudel réunis dans le recueil *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, sauf un sont postérieurs à *La Méditerranée* (1949) ; il en va de même des essais théoriques de Kocka et de Wehler publiés dans les années 1970, après le *Bismarck* de Wehler et le travail de Kocka sur la Siemens. A l'inverse, les textes fondateurs de la micro-histoire de Levi et Grendi se situent entre 1972 et 1981, les recherches ne paraissant qu'après 1980 à l'exception d'un essai de Levi sur Felizzano publié dans les *Annali de la Storia d'Italia* édité par Einaudi en 1978.

38. Carlo Ginzburg, « Spie. Radici di un paradigma indiziario », in Aldo Gargani (éd), *Crisi della ragione*, Torino, Einaudi, 1979.

rence à la micro-économie et implicitement aux orientations, présentes dans diverses disciplines, groupées sous l'étiquette d'individualisme méthodologique. La proposition de méthode était, rappelons-le, l'étude de la structure sociale comme ensemble de stratégies de sujets rationnels regardées, cartographiées et étudiées comme un réseau de relations sociales. La problématique était fondée sur l'hypothèse que dans les sociétés pré-industrielles comme dans les sociétés late coming, ont été opérantes des configurations où les objectifs de nature sociale des acteurs individuels ont pesé davantage que les objectifs économiques : des structures sociales où, en d'autres termes, la pression pour conserver les relations organiques a contrecarré les impulsions novatrices dans les champs économique et politiques.

Mais à partir de la publication en 1979 de l'essai fameux de Carlo Ginzburg³⁸, les eaux se troublent et commence à prendre forme une nouvelle acception de la micro-histoire. Rappelons brièvement que celle-ci a en commun avec la première le choix d'une réduction drastique des unités d'analyse, mais que les méthodes et les objectifs ne sont pas les mêmes : ici aucun individualisme méthodologique, aucune reconstruction de la structure sociale comme réseau de relations, mais une investigation sur des fragments de comportement en mesure de révéler la signification culturelle que les sujets agissant dans le passé ont attribuée à leur univers social. La distance entre les deux orientations est à mon avis plus grande qu'on ne le pense habituellement : elle coïncide avec celle déjà évoquée qui sépare les « chercheurs de truffes » et les « parachutistes », les chercheurs d'explications (c'est la première version de la micro-histoire) et les chercheurs d'interprétations (c'est la deuxième version).

N'ont point manqué, en troisième lieu, des problèmes plus substantiels propres à la démarche micro-historique. L'un d'entre eux

concerne le présupposé de méthode commun aux deux versions, à savoir la réduction de l'échelle d'analyse. L'objection principale concerne ici la possibilité même de raccorder la restitution de fragments d'histoire et les faits globaux constitutifs des processus de transformation historique. On rejoint ici la dispute philosophique sur les universels. Il est clair que le parti pris par la micro-histoire est de tenir que l'étude sur un petit village, un groupe social, l'univers mental d'un personnage, a une portée générale. Dès lors le problème se repropose sous une autre forme : quelle est la nature du rapport entre le modèle micro et le cas plus général que l'on veut discuter ? Est-il analogique et implicite, ou bien doit-il être vérifié par la comparaison de divers cas-modèles contrastés ? Ces questions qui restent pour l'instant sans réponse évidente, représentent un écueil important pour ce courant de recherche.

Dernière raison enfin : l'insatisfaction ressentie par une partie de la communauté historique envers la micro-histoire est motivée par l'inclination de celle-ci à élaborer des propositions théoriques et à contribuer à la méthodologie des sciences sociales, plutôt qu'à résoudre les *big why* questions historiographiques – contrevenant ainsi à l'une des règles statutaires du travail historique.

Giovanni Levi et Gérard Delille ont écrit, en présentant le numéro 65 des *Quaderni Storici* consacré au marché foncier : « Il faut rappeler la conception du rapport entre histoire et sciences sociales dont la revue s'est inspirée : un rapport qui ne réduit pas l'histoire à être le champ d'application subalterne de concepts, méthodes et questions élaborés par la sociologie, l'économie, l'anthropologie. Nous avons travaillé avec l'idée que le rôle de l'histoire est créateur vis-à-vis des sciences sociales, qu'il est d'intervenir dans l'élaboration théorique et d'apporter des corrections conceptuelles. Le marché foncier nous a paru être un thème très fécond sous cet aspect :

alors que se répand une histoire culturaliste à la recherche de principes et se répète une histoire des idées extraordinairement traditionnelle, aborder un thème central de l'histoire sociale y compris dans ses dimensions culturelles nous semble cohérent avec la ligne de la revue et susceptible de produire des résultats innovateurs³⁹ ».

Un autre exemple est fourni par le travail de Maurizio Gribaudo sur la classe ouvrière de Turin entre la fin du XIX^e siècle et les années 1930 : de l'avis unanime des commentateurs, sa contribution est surtout théorique, mais aucune des questions classiques sur la classe ouvrière et ses organisations politiques n'est abordée⁴⁰. La question posée est donc celle-ci : l'histoire sociale doit-elle proposer une nouvelle manière de traiter les vieux problèmes ou bien être tout autre chose, un premier pas vers une nouvelle sociologie ou anthropologie historiques ? Le choix de la micro-histoire est bien sûr le second et cela n'est pas toujours bien accueilli dans le milieu historien.

Voilà donc quatre « fissures » dans l'édifice de la micro-histoire qui ont diminué sa capacité de conquérir des positions hégémoniques dans le champ de l'histoire sociale. Celle-ci se trouve ainsi privée aujourd'hui encore d'un paradigme bien défini auquel se référer.

Revenons pour conclure aux interrogations évoquées au début de texte. Si les inquiétudes qu'elles manifestaient s'expliquent avant tout par l'incertitude que comporte une situation pré-paradigmatique et en outre par la teneur d'un débat tantôt trop agressif tantôt trop timide, elles étaient justifiées aussi par l'absence d'un nombre suffisant de travaux venant démontrer le bien-fondé des méthodes proposées. Or, ces toutes dernières années les choses ont changé, les orientations nouvelles de l'histoire sociale contemporaine ayant enfin produit leurs premiers fruits. Je citerai comme exemples représentatifs de courants différents, les livres de Gribaudo sur Turin, de Paolo Ma-



39. Gérard Delille, Giovanni Levi, « Premessa », in G. Delille, G. Levi (éds), « Il mercato della terra », *Quaderni Storici*, n° 65, 1987, p. 353.

40. M. Gribaudo, *Mondo operaio e mito operaio. Spazi e percorsi sociali a Torino nel primo Novecento*, op. cit.

41. M. Gribaudo, *Mondo operaio e mito operaio. Spazi e percorsi sociali a Torino nel primo Novecento* ; Patrizia Guarnieri, *L'ammazzabambini. Legge e scienza in un processo toscano di fine Ottocento*, Torino, Einaudi, 1988 ; Paolo Macry, *Ottocento. Famiglia, élites e patrimoni a Napoli*, Torino, Einaudi, 1988 ; Raffaele Romanelli, *Sulle carte interminate. Un ceto di impiegati tra privato e pubblico : i segretari comunali in Italia, 1860-1915*, Bologna, Il Mulino, 1989 ; Giorgio Mori (éd), *Prato storia di una città. Il tempo dell'industria*, vol. II, Firenze, Le Monnier, 1989 ; Banti, *Terra e denaro. Una borghesia padana dell'Ottocento* ; Giovanni Starace, *Le storie, la storia. Psicoanalisi e mutamento*, Venezia, Marsilio, 1989.

42. Le premier numéro de *Meridiana. Rivista di storia e scienze sociali* a été publié en 1987.

cry sur les élites napolitaines, de Raffaele Romanelli sur les secrétaires municipaux, de Patrizia Guarnieri sur un cas d'infanticide, la *Storia delle regioni* publiée par Einaudi, le dernier volume de l'histoire de Prato, ainsi que les premiers volumes de la collection *Storia e Scienze Sociali* lancée par l'éditeur Marsilio⁴¹. De plus on s'est efforcé de construire le dialogue entre les différentes orientations historiographiques. Ainsi une nouvelle revue, *Meridiana*, accueille sur la question de la nature des sociétés méridionales entre les XIX^e et XX^e siècles des travaux tant de micro-histoire que de macro-analyse et tranche sur un panorama de revues où « la fidélité à la ligne théorique » l'emporte sur la discussion des questions d'histoire à par-

tir de points de vue contrastés⁴². Ces publications tout récentes, parues entre 1987 et 1989, se signalent également par l'effort de définition claire des outils d'analyse et parce qu'elles ne négligent guère la dimension politique ni de leurs objets ni du travail intellectuel. Tout cela ne suffira peut-être pas à effacer les pessimismes et les méfiances envers une orientation méthodologique si différente de celle éthico-politique qui reste profondément enracinée dans l'histoire contemporaine pratiquée dans les milieux académiques. Espérons au moins qu'elle ravive un débat qui semblait il y a quatre ans irrémédiablement éteint.

Traduction de Susanna Magri